

Crises et régulation en pays soninké (Sénégal) depuis le milieu du XIX^e siècle (1)

Monique CHASTANET *

Si l'on considère l'histoire de la région du Gooy (2) depuis les années 1850, on est frappé par la multiplicité des crises alimentaires survenues à la période coloniale jusqu'aux crises récentes des années 1970-80, marquées par une recrudescence des migrations de travail. Par ailleurs ces villages soninké connaissent, comme le reste du Sénégal, une forte croissance démographique depuis une trentaine d'années. N'est-ce pas là un paradoxe par rapport à l'histoire et à la crise actuelle de cette société sahélienne ?

En fait cette notion de crise — crise de subsistance, crise alimentaire ou crise agricole — recouvre des réalités bien différentes depuis le milieu du XIX^e siècle. L'évolution des crises et des réponses apportées par les Soninké depuis le début de la colonisation pourrait aider à comprendre cette histoire à première vue paradoxale. L'apparition de nouveaux types de crise et de nouveaux systèmes de régulation se traduirait notamment dans la modification, un peu décalée dans le temps et donc plus tardive, du régime démographique. Mais avant d'étudier ces transformations, précisons tout d'abord cette notion de crise.

CRISES, DISETTES ET FAMINES

Les crises de la période coloniale correspondent essentiellement — mais pas uniquement comme nous le verrons — à ce que les histo-

- (1) Une première version de ce texte a fait l'objet d'une communication au colloque « Déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques », CNRS-ORSTOM-CEPED, Paris, 14-16 mars 1990.
- (2) Ancienne province de l'État soninké précolonial du Gajaaga, située dans la haute vallée du Sénégal. Composée essentiellement de treize villages soninké et de la ville de Bakel, elle s'étend sur une soixantaine de km sur la rive gauche du fleuve et sur 10 à 15 km vers l'intérieur.

* Historienne ORSTOM, 213, rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10.

riens de l'Europe préindustrielle appellent « crises de subsistance » (AYMARD, 1986 ; DUPAQUIER, 1984 ; POST, 1977). Entendons par là une crise de la production agricole impliquant une pénurie du produit vital, que la société soninké n'a pu éviter par des stratégies préventives et qui s'accompagne d'une récession économique et d'une crise sociale. Certaines d'entre elles ou les épidémies survenues à ce moment-là ont pu entraîner de fortes mortalités. Ces déséquilibres ne sont pas apparus avec la colonisation : l'alternance d'années d'abondance et de pénurie constitue en effet un aspect structurel de l'histoire des sociétés sahéliennes jusqu'à la période contemporaine, comme ce fut le cas jusqu'au XVIII^e ou XIX^e siècle pour d'autres sociétés agraires. De plus, dans la vallée du Sénégal, les crises alimentaires ont été aggravées par les effets de la traite atlantique (BATHILY, 1985 : 419 ; BECKER, 1985). Avec la domination coloniale cependant, ces crises ont changé dans leur fréquence, dans leurs composantes socio-économiques et démographiques comme dans les réponses que les Soninké y ont apportées. Pour comprendre comment l'on est passé des crises de subsistance de type ancien à la « crise actuelle », il faut analyser ces nouveaux types de crise et ces nouveaux systèmes de régulation, liés à l'intégration progressive de cette société dans l'économie de marché depuis la fin du XIX^e siècle.

Les crises de subsistance de la période coloniale — restons-en à cette notion pour le moment — n'ont pas eu toutes la même violence. Les Soninké l'expriment en parlant d'« années de la faim », *dullu n siinu*, et d'« années de la grande faim », *dullu xooro n siinu* (3). Ces expressions ne recouvrent pas nécessairement les termes français « disette » et « famine », le seuil de gravité pouvant être placé à des niveaux différents par les Soninké eux-mêmes, par les administrateurs coloniaux ou par les chercheurs... On ne peut pas définir objectivement et une fois pour toutes la disette et la famine : ces notions véhiculent toujours des représentations sociales, des enjeux politiques et n'ont de sens que par rapport à un contexte historique donné (CHASTANET, 1992 ; LARDINOIS, 1987 : 578-579). Néanmoins j'ai dû les utiliser avec une définition précise pour établir une série chronologique des crises depuis le milieu du XIX^e siècle et pour évaluer, dans une première approche, leur degré d'intensité.

Dans cette démarche, j'ai accordé la priorité aux sources écrites qui contiennent des données continues et comparables sur toute la pé-

- (3) Faute de pouvoir donner ici les références précises de mes enquêtes, je signalerai qu'elles ont été effectuées de 1980 à 1986 au Gajaaga principalement et, à titre comparatif ou complémentaire, dans d'autres régions soninké du Mali (Xanyaaga) et de Mauritanie (Gidimaxa) ainsi que dans les régions haalpulaar du Bundu et du Fuuta Tooro (Sénégal).

riode étudiée alors que les sources orales, plus ponctuelles, mettent surtout l'accent sur les crises les plus graves. Les archives coloniales, les rapports de cercle en particulier, permettent de reconstituer sur près d'un siècle une chronologie des années agricoles comprenant le déroulement de l'hivernage, l'appréciation qualitative de la production, la durée des pénuries et leur situation précise dans l'année (4). En l'absence de séries quantitatives homogènes sur la démographie et les prix des céréales, telles qu'il en existe par exemple dans les archives françaises de l'Ancien Régime, j'ai retenu la durée de chaque crise comme critère d'intensité. Cette distinction entre d'ailleurs en résonance avec les témoignages recueillis sur le vécu des crises et sur les stratégies de survie, qui évoluent avec la durée des pénuries, même s'il n'y a pas d'équivalence systématique entre ces deux perspectives. J'ai constitué ainsi une typologie qui différencie les « disettes » ou soudures difficiles d'une durée de deux mois, les « famines » durant de trois à huit mois et les « grandes famines » durant plus de huit mois et affectant deux années agricoles (CHASTANET, 1983 : 22-28). C'est dans ce sens que j'emploierai ici les termes « disette » et « famine » sans prétendre, cependant, épuiser toutes les approches possibles de ces notions, qui peuvent faire référence à l'espace atteint par une crise, aux groupes d'âge les plus touchés, etc.

Avant d'étudier l'évolution des crises et des réponses apportées par les Soninké, je présenterai rapidement cette société et les stratégies qu'elle a élaborées pour s'adapter au milieu sahélien.

ÉCONOMIE ET SOCIÉTÉ EN PAYS SONINKÉ

C'est une société agricole qui, aussi loin qu'on remonte dans son histoire, a pratiqué une intense activité d'échanges : échanges vivriers à l'échelle locale et régionale, échanges plus diversifiés dans le cadre du commerce transsaharien puis de la traite européenne dès le début du XVIII^e siècle. C'est par ailleurs une société fortement hiérarchisée. Les hommes libres comprennent différents groupes statutaires parmi lesquels dominant l'aristocratie guerrière, déten-

- (4) Toutefois à partir de la fin des années 1940, ces sources s'appauvrissent du fait de la marginalisation économique de cette région et de restructurations administratives. Aussi les informations de la fin de la période coloniale n'ont-elles pas fait l'objet du même traitement graphique que les précédentes. Précisons, par ailleurs, que l'année agricole commence en mai avec la préparation des champs et s'achève en avril. Elle comporte deux campagnes agricoles, de cultures sous pluie en hivernage et de cultures de décrue en saison sèche. Les récoltes s'échelonnent respectivement de septembre à novembre et de janvier à mars. Une période de soudure peut les précéder, pendant l'hivernage en particulier (CHASTANET, 1983 : 16-22).

trice du pouvoir, et les familles islamisées, spécialisées dans le commerce à longue distance. Les clients, traditionnistes et artisans (5), font partie des hommes libres mais constituent un groupe spécifique par rapport aux familles nobles dont ils dépendent. Ils échangent biens et services contre leur subsistance... et contre un pouvoir certain. Les asservis (esclaves de traite, de culture ou de confiance) jouent un rôle économique ou socio-politique important. C'est sur eux que repose l'essentiel de la production agricole jusqu'au début du *xx*^e siècle. Les activités économiques dépendent alors étroitement du statut social : les aristocrates par exemple ne cultivent pas la terre et ne font pas de commerce sous peine de déroger (6). Avec la politique coloniale, l'esclavage se transforme et l'ensemble de la société évolue vers une certaine uniformisation économique même si, jusqu'à nos jours, les anciennes appartenances continuent à structurer la vie sociale.

La reproduction de cette société sur la longue durée a exigé la mise en œuvre de stratégies d'adaptation à un environnement contraignant — qui ont pu permettre néanmoins une expansion économique et démographique en temps de prospérité — et de stratégies de survie en période de famine. Stratégies de subsistance et de survie relèvent de logiques différentes mais constituent les deux composantes d'un même système de régulation. Cet article concernant surtout l'histoire des crises et des stratégies de survie, je me contenterai de présenter rapidement les stratégies de subsistance élaborées par les Soninké, au niveau de la production agricole, de la consommation et des échanges.

Alors que le village constitue l'unité foncière de contrôle et de répartition des terres, c'est la famille étendue, patrilineaire et virilocale, qui représente l'unité de production et de consommation. L'aîné ou chef de famille réunit sous son autorité plusieurs ménages polygames. Les esclaves étaient intégrés dans ce groupe domestique jusqu'au début du *xx*^e siècle. Le système de production associe cultures individuelles et collectives, masculines et féminines. Il se caractérise par une adaptation fine à un double terroir, de cultures sous pluie et de décruée, et par une grande flexibilité des pratiques culturelles en fonction des conditions écologiques et des disponibilités en main-d'œuvre (CHASTANET, 1983 et 1984). La constitution

- (5) Les traditionnistes détiennent les traditions historiques officielles, qu'ils chantent ou déclament en public. Les artisans peuvent participer à cette fonction. Il existe par ailleurs des traditions historiques familiales, qui jouent un rôle important dans la vie sociale.
- (6) Ils y prennent part, cependant, comme pourvoyeurs de captifs et à travers certaines associations commerciales avec les grands commerçants islamisés (CHASTANET, 1987 : 93 et 105). Sur la société soninké et l'histoire du Gajaaga avant la colonisation, cf. BATHILY, 1989.

de réserves et l'organisation de la consommation au niveau de la famille étendue permettent d'assurer une certaine régulation des ressources entre bonnes et mauvaises années, entre membres productifs et improductifs. Les principaux repas sont pris en commun, les femmes mariées les préparant à tour de rôle dans « une seule marmite », *gina baane*, symbole de l'unité du groupe domestique. Toutefois la répartition des tâches entre hommes et femmes, entre aînés et cadets est à géométrie variable, l'accent pouvant être mis sur le collectif ou sur des stratégies plus individuelles selon qu'il s'agit d'une période de pénurie ou de suffisance (CHASTANET, 1991). Les échanges effectués avec les pêcheurs et les éleveurs de la région permettent aux Soninké de diversifier leur consommation alimentaire. Certains produits vivriers, comme le mil et les arachides, constituent aussi une base d'échange pour acquérir du bétail, des pagnes, des bijoux, qui pourront servir notamment à se procurer des céréales en cas de pénurie (CHASTANET, 1992). Ces différentes stratégies se sont maintenues pendant la période coloniale, malgré une dégradation certaine.

CRISES ALIMENTAIRES, DÉMOGRAPHIE ET SYSTÈMES DE RÉGULATION

Les Soninké font une distinction entre « années de famine », *dullu n siinu*, et « années difficiles », *siino xoto*. Ils désignent par la première expression toutes les années de crise qu'ils ont connues ou dont ils ont entendu parler jusqu'aux années 1960. La seconde concerne en revanche la période actuelle et sous-entend qu'il n'y a plus de famine comme auparavant même s'il existe encore des années de mauvaises récoltes. Comment est-on passé des « années de famine » aux « années difficiles » ? Qu'est-ce qui a changé dans les composantes des crises ? On peut retracer les grandes étapes de cette évolution en associant différents critères d'analyse tels que la périodicité des crises, les stratégies de survie et les tendances démographiques (7). Quatre grandes périodes se dégagent : la seconde moitié du XIX^e siècle jusqu'aux années 1890, la fin du XIX^e et les deux premières décennies du XX^e siècle, des années 1920 jusqu'au début des années 1960 et, enfin, la période actuelle (8).

(7) Si, comme je l'ai dit plus haut, les données de la période coloniale sont le plus souvent trop lacunaires pour permettre une corrélation fine entre les années de crise et l'évolution de la population soninké, on peut néanmoins établir des relations entre les deux séries et mettre en évidence les grandes tendances démographiques.

(8) Comme toute périodisation globale, celle-ci n'exclut pas des décalages de quelques années selon les critères retenus.

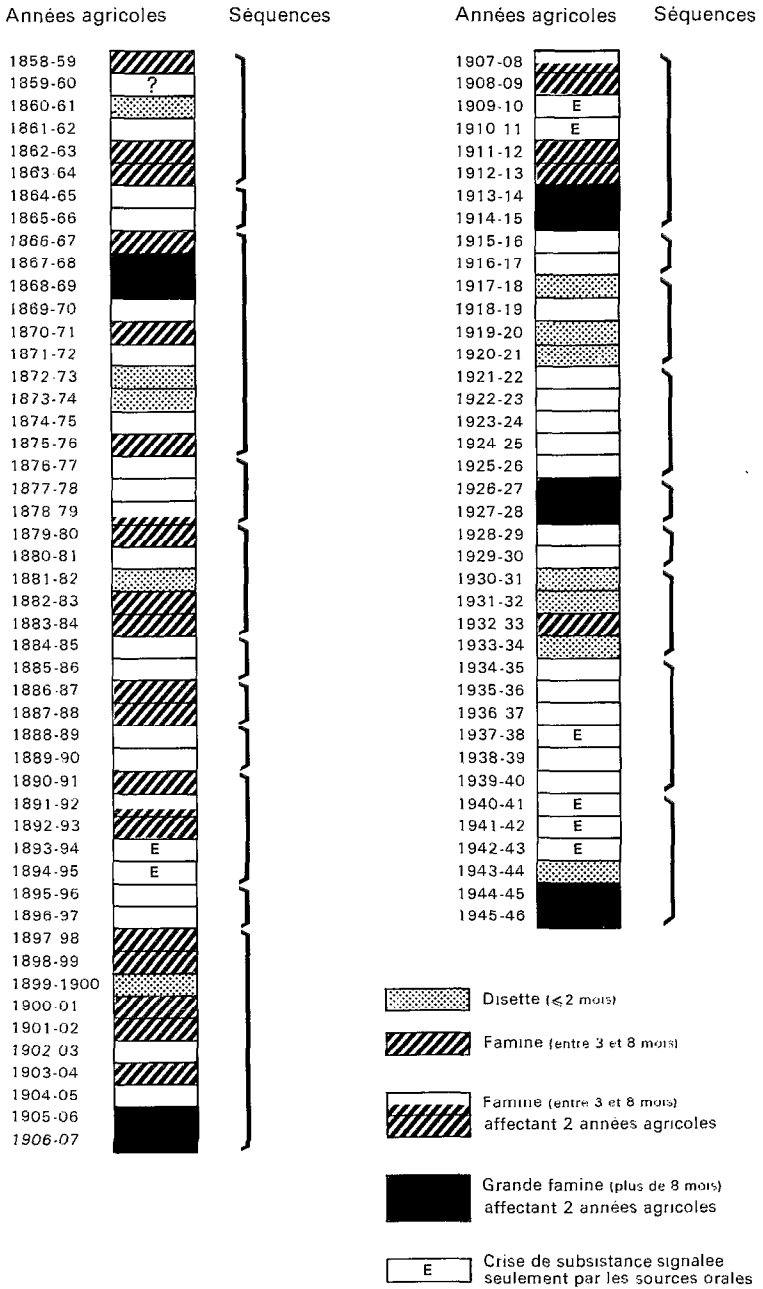


Fig. 1. — Disettes et famines dans la région du Gooy (Sénégal) de 1852-1859 à 1945-46. Source : CHASTANET, 1983.

1. La seconde moitié du XIX^e s. jusqu'au début des années 1890 connaît une grande instabilité politique, économique et démographique. C'est la période de la conquête, succédant à une période déjà très perturbée, celle de la traite (CHASTANET, 1987). L'établissement du pouvoir colonial s'est effectué en deux étapes (1858 et 1887) et s'est opposé à différentes formes de résistance (9). De 1858 à 1893, les disettes et famines sont nombreuses : on relève 21 années de crise contre 14 bonnes années seulement, ce qui représente un déficit alimentaire chronique (*cf. fig. 1*). Sans pouvoir analyser ici l'interaction des différents facteurs de crise, socio-économiques et écologiques, je noterai simplement que ces derniers ont été aggravés par la conquête et les premiers effets de la politique coloniale, ventes de mil pour l'impôt, travail forcé, réquisitions, qui ont réduit les capacités de production et de stockage (CHASTANET, 1992).

Sur le plan démographique, les données chiffrées n'étant pas très fiables pour cette période, on doit se tourner vers les données qualitatives. Celles-ci témoignent d'importantes fluctuations, avec des années où certains « villages (...) se repeuplent » mais surtout des phases de régression, dues à de fortes mortalités et à des mouvements d'émigration (10). Si on laisse de côté les facteurs de crise démographique liés directement à la conquête, les famines ont accentué la mobilité de la population tandis que les fortes mortalités semblent surtout causées par les épidémies, qui sont alors d'une fréquence et d'une gravité sans précédent au XIX^e siècle. De 1858 à 1895, on en relève huit en une quarantaine d'années. Elles font toutes de nombreuses victimes, d'après les informations partielles et surtout qualitatives dont on dispose (11). Leur série ne coïncide pas absolument avec celle des disettes et famines mais la majorité d'entre elles surviennent pendant des crises ou leur sont consécutives. Les historiens s'accordent pour reconnaître qu'il existe des crises de subsistance sans mortalité et que l'épidémie n'est pas seulement « fille de la disette », selon l'expression de DUPAQUIER (1984 : 44-45) (12). Cependant les relations qui apparaissent entre ces trois séries pour le pays soninké dans la seconde moitié du XIX^e siècle traduisent la dimension épidémique du choc colonial et la vulnéra-

(9) Le refus du pouvoir colonial, de l'impôt et du travail forcé en particulier, a conduit certaines familles à émigrer vers la Gambie. Cette opposition a culminé avec le ralliement massif au jihad du marabout soninké M. L. DRAAME en 1887 (CHASTANET, 1983).

(10) Archives Nationales du Sénégal (A.N.S.), 2D4-1, 1G32, 13G168, 169, 173, 183, 187, 189, 193 et 22G39.

(11) BATHILY, 1985 : 666-669 et A.N.S., 13G171 et 193, 1D1-15, 2D4-1 et 2D4-1bis. Cette vague d'épidémies n'est pas sans rappeler, cependant, celle des années 1750-1778 en Sénégal (BECKER, 1985 ; CURTIN, 1975, annexe : 5).

(12) Sur l'histoire plus ou moins autonome des épidémies par rapport à l'histoire économique et sociale, cf. PERRENOUD, 1985 et POST, 1987.

bilité d'une population affaiblie par la multiplicité des crises alimentaires.

Avec la colonisation, de nouvelles réponses aux crises apparaissent : emprunts de mil et travail chez les traitants de Bakel (13), demandes de secours à l'administration. Mais ce sont encore les réponses de type ancien qui prédominent : cueillette, expéditions à la recherche de mil et, lorsque la crise s'aggrave, ventes ou fuites d'esclaves, mises en gage d'enfants, migrations individuelles et familiales vers d'autres régions, division de la famille étendue (CHASTANET, 1992). Elles se traduisent par une grande mobilité de la population et par une déstructuration des unités domestiques, processus plus ou moins réversibles selon les cas. Les migrations de famine étaient généralement suivies de retour pour les hommes libres tandis que, pour les esclaves, elles pouvaient être l'occasion d'échapper à leur condition ou de changer de maître (14). Quant à l'éclatement de la famille étendue, il n'était définitif que si la crise coïncidait avec d'autres facteurs, comme une rivalité entre frères agnatiques ou un accroissement du groupe familial qui rendait de toute façon la division nécessaire. Ces années difficiles étaient également marquées par une diminution des mariages. En témoigne notamment un proverbe soninké : l'expression « détestable comme une nouvelle mariée une année de grande famine », *tumbogunte xo dulle bure n maanyo*, évoque les soins et le régime alimentaire particulier qu'on eût été bien en peine de lui procurer ces années-là.

2. Après la période de conquête, la première phase de domination coloniale, de la fin des années 1890 au début des années 1920, a été marquée par une longue séquence de famine pratiquement ininterrompue : de 1897 à 1915, on relève 14 années de crise, les plus graves se situant en 1905-07 et 1913-15. Les années 1917-21 connaissent encore 3 années de disette. Sans minimiser la dimension écologique des famines du tournant du xx^e siècle, leur durée exceptionnelle est symptomatique d'une crise profonde des anciens systèmes de régulation.

Sur le plan démographique, on note cependant une tendance à la croissance même si celle-ci est encore faible et irrégulière, avec un

- (13) Commerçants travaillant pour des Maisons de commerce ou pour leur propre compte.
- (14) Ces migrations de famine amenaient les gens à travailler pour autrui contre leur nourriture et donc à se comporter en « esclaves » ou en « dépendants ». Aussi les hommes libres avaient-ils le souci d'effacer le souvenir de ce qui représentait une déchéance sociale, même temporaire. Pour faciliter leur retour au village et le maintien d'un certain ordre social, les Soninké du Gajaaga essayaient donc de dissocier l'« aire de survie » où ils émigraient en cas de crise (les régions haalpulaar du Bundu et du Fuuta Tooro généralement) de l'espace de la vie sociale des périodes de suffisance, de l'aire matrimoniale en particulier.

taux de croissance annuel de 0,9 % de 1896 à 1920 (15). Cette tendance, un peu surprenante en cette période de crise, peut traduire une certaine stabilisation de la population dans les villages après les troubles de la conquête. De plus, il y a des différences sensibles dans les facteurs de régression démographique par rapport à la période précédente. Si les épidémies ont la même fréquence — on en relève 5 en 25 ans — elles semblent moins meurtrières (16). En revanche, la famine de 1914 a fait de nombreuses victimes (17). Par ailleurs, d'autres formes de mobilité se développent avec la politique coloniale.

Les réponses anciennes aux crises ont toujours cours (18). Mais durant cette période, les famines accentuent surtout deux phénomènes, les fuites d'esclaves et les migrations de travail. Les premières ne sont pas un fait nouveau, les maîtres perdant généralement leur autorité sur leurs esclaves lorsqu'ils ne peuvent plus les nourrir, ni spécifiques à la société soninké. D'autres sociétés africaines ont connu en temps de crise un relâchement des liens de dépendance, de servitude ou de clientèle, qui pouvait être suivi de la reconstitution de nouveaux liens (DIAS, 1981 ; LOVEJOY et BAIER, 1975). Cette mobilité spatiale, socio-économique et ethnique semble avoir constitué un aspect structurel de l'histoire précoloniale de certaines sociétés africaines. Ce qui est nouveau à cette période, c'est la conjonction d'une réponse ancienne avec la politique coloniale de lutte contre l'esclavage au tournant du *xx*^e siècle. De nombreux esclaves « partirent en liberté » dans leur région d'origine ou dans de nouveaux villages créés par l'administration. Le caractère massif de ces départs, qui provoquèrent une pénurie sérieuse de force de travail dans certaines familles, fut un des facteurs de la crise agricole de cette période. Par la suite, l'esclavage allait se transformer sur place en une sorte de « servage » et la pratique de l'agriculture s'étendre aux différents groupes sociaux, à l'aristocratie et aux clients en particulier (CHASTANET, 1992).

- (15) A.N.S., 22G46 et 2G20-22. Les chiffres de recensement deviennent plus cohérents à partir de cette période, même s'ils sont sous-estimés du fait de leur fonction fiscale. Les données retenues ici concernent la population des villages du Gooy à l'exclusion de la ville de Bakel. Son histoire en effet est liée à celle d'une région plus vaste et à son rôle administratif et commercial. Les effectifs concernés sont très faibles et ne répondent pas aux critères de représentativité des démographes (4 930 hab. en 1896, 9 862 hab. en 1954 et 23 375 hab. en 1982). Ces données n'en sont pas moins précieuses pour une approche historique.
- (16) A.N.S., H37, 2D4-12, 2G3-23, 2G8-45, 2G14-44, 2G20-22 ; archives de la préfecture de Bakel, non classées, 1908 et 1910.
- (17) Elle apparaît comme telle dans les enquêtes et dans les archives (A.N.S., 2G14-42 et 2G14-44).
- (18) Sur les migrations de famine en 1906 et 1914, cf. A.N.S., 2G6-24 et 2D4-21.

Les premières formes de migrations masculines de travail sont apparues pendant la traite, avec la navigation sur le Sénégal et, dans les années 1840, avec la culture des arachides en Gambie. Mais elles se sont surtout développées à partir des années 1890, avec la monétarisation de l'impôt et la crise du commerce du fleuve, qui ont amené les Soninké à chercher du numéraire à l'extérieur. Ils ont émigré dans l'ouest du Sénégal, dans d'autres colonies africaines, puis en France dès le début du *xx*^e siècle (19). Un commerce de pagnes s'est également développé à la même période, en continuité avec certains échanges précoloniaux. Ces deux activités ont touché progressivement l'ensemble de la société, la faisant évoluer vers une certaine uniformisation, parallèlement aux transformations de l'esclavage. Le commerce des pagnes et les migrations n'ont pas seulement répondu à la pression fiscale, ils ont permis aussi de satisfaire d'autres besoins, économiques et sociaux. En temps de crise, ils ont joué également le rôle de stratégies de survie, comme moyens de procurer des vivres à la famille restée au village (20). Mais les migrations en particulier ont entraîné un recul de la mise en valeur agricole, comme le note dès 1915 un rapport colonial (21). Réponses nouvelles aux crises, elles en ont été aussi des facteurs importants.

3. Durant la deuxième phase coloniale, des années 1920 aux années 1960, les crises s'espacent mais certaines d'entre elles sont encore très graves. Les années les plus dures se situent en 1926-28, 1932-33, 1944-46 et 1948-49. Cette dernière crise n'apparaît pas sur la figure 1, ainsi que la famine de 1953-54, pour les raisons méthodologiques indiquées plus haut (note 4). Ces famines sont liées notamment à des années sèches ou à des invasions acridiennes mais, en dehors de ces crises, cette période connaît des conditions écologiques relativement plus favorables que la précédente.

La croissance démographique est encore faible avec un taux de croissance annuel de 1,4 % de 1920 à 1954 (22). Mais la tendance à la croissance est plus nette, sans grandes fluctuations comme précédemment. Cette période est marquée par une diminution de la fréquence des épidémies et par la disparition, à partir des années 1930, des famines suivies de fortes mortalités (23).

Les effets démographiques de la famine de 1926-28 la rattachent à la période précédente puisque c'est la dernière famine meurtrière

(19) Sur l'histoire de ces migrations, cf. MANCHUELLE, 1987.

(20) Cf. notamment deux rapports de 1914 : A.N.S., 2G14-42 et 2G14-44.

(21) A.N.S., 2G15-6.

(22) A.N.S., 2G20-22 et SEGUY, *Relevé démographique des cantons riverains de la vallée du fleuve Sénégal*, Mission d'Aménagement du Sénégal, 1954, n° 41.

(23) A.N.S., 2G26-49, 2G43-69, 2G44-95, 2G45-80.

dans cette région (24). Ses facteurs et son déroulement en revanche sont caractéristiques d'un nouveau type de crises, liées à l'intégration progressive de la société soninké dans l'économie de marché. C'est une crise violente qui survient brutalement à la suite d'une sécheresse mais après cinq bonnes années agricoles : sa violence même traduit l'absence de toutes réserves dans les greniers. C'est en particulier une période d'essor des migrations de travail, qui accentuent le déséquilibre du système de production et le dysfonctionnement des modes de régulation des ressources (25). Les famines suivantes sont associées à d'autres types de crises économiques, qui traduisent la dépendance de la société soninké par rapport à l'économie coloniale. En 1934, la région connaît un ralentissement des migrations et un manque de numéraire liés à la récession mondiale. En 1944-46, certains aspects de la crise commerciale des années de guerre ont laissé autant de souvenirs que la crise alimentaire proprement dite. Durant la famine de 1948-49, nouvelle crise de l'émigration, plus marquée que dans les années 1930 : elle obligea les Soninké à avoir recours massivement à une stratégie de survie ancienne, les migrations de famine. Dans les années 1950, la crise des revenus extérieurs se fit encore sentir mais cette période fut relativement plus favorable sur le plan agricole, à l'exception des années 1953-54 (26). On pourrait donc parler, pour l'ensemble de cette période, de « crises de subsistance de transition » : si la production agricole locale constitue encore l'essentiel des ressources alimentaires, les pénuries de vivres ne sont plus les seules composantes des crises et le rôle ambivalent des migrations s'accroît, comme facteurs de crise mais aussi comme sources de revenus extérieurs permettant d'y faire face.

Parmi les anciennes stratégies de survie, certaines disparaissent à cette période : les mises en gage d'enfants ne se sont plus guère pratiquées après les années 1940. La crise de 1948-49 est associée, dans les témoignages, aux dernières migrations massives de famine. Certaines familles ne sont pas revenues, des familles d'asservis notamment. Les expéditions à la recherche de mil devinrent marginales pendant les disettes du début des années 1960, la reprise des migrations de travail assurant d'autres revenus (CHASTANET, 1992). C'est essentiellement à travers ces migrations que les Soninké ont mis en place de nouveaux systèmes de régulation. Avec la

(24) C'est le cas de la famine de 1922 en Rhodésie du Sud (ILIFFE, 1990 : 79). En revanche, dans certaines régions sahéliennes comme l'ouest du Niger, la famine de 1931-32 a encore fait de nombreuses victimes (ALPHA GADO, 1988 : 349).

(25) Cf. CHASTANET, 1992. La famine de 1922 en Rhodésie du Sud est comparable dans sa violence, sa structure et ses effets démographiques (ILIFFE, 1990 : 68-78).

(26) A.N.S., 2G34-66, 2G44-95, 2G46-77, 2G54-125 et témoignages pour les années 1940 et 1950.

la monétarisation de l'économie et le développement d'un marché de produits vivriers au Sénégal, elles ont permis un autre « accès à la nourriture », selon l'expression d'A. SEN (1981), et ont relativisé progressivement le rôle de l'agriculture dans la reproduction de cette société (27). Toutefois, en plus de l'ambivalence des migrations déjà évoquée, comme facteurs de crise agricole et stratégies de survie, elles ont fait apparaître de nouveaux clivages socio-économiques, entre ceux qui disposaient ou non de revenus extérieurs (28), clivages qui vont s'accroître dans la période suivante.

4. Comme dans l'ensemble du Sénégal, cette région connaît une forte croissance démographique, avec un taux annuel de 3 % de 1954 à 1982. Des données partielles pour la période 1944-1954 ne montrant pas de renversement de tendance, le changement de régime démographique a dû se produire dans les années 1950 (29). Il témoigne d'une certaine efficacité des nouveaux systèmes de régulation, sans oublier la part d'autres facteurs qui ont « préparé » cette croissance dans la période précédente, comme le recul des épidémies et les conditions écologiques relativement plus favorables. Cette évolution ne doit pas masquer cependant un autre phénomène qui est le dépeuplement relatif de cette région depuis les années 1960, dû aux départs massifs de travailleurs migrants vers la France. Au milieu des années 1970, ce mouvement touche 30 % à 50 % de la population masculine selon les villages (WEIGEL, 1982 : 24). Dans les années 1980, sa structure s'est sensiblement modifiée : avec les restrictions de l'émigration, la rotation entre frères est devenue plus difficile tandis que la durée des séjours à l'étranger s'allonge et qu'une émigration familiale se développe parallèlement à l'émigration masculine.

De quelles crises s'agit-il aujourd'hui quand les Soninké parlent d'« années difficiles » ? Cette région connaît comme le reste du Sahel une crise écologique et agricole profonde, avec des années plus particulières de mauvaises récoltes (1972-74, 1984). Mais il ne s'agit plus de « crises de subsistance » ni d'« années de la faim », pour reprendre l'expression soninké. En effet, ces années-là ne deviennent des années de crise alimentaire pour une partie de la population que si elles coïncident avec une crise des revenus migratoires. Les groupes vulnérables aujourd'hui sont les familles qui ne comptent pas d'émigrés parmi elles et qui doivent alors recourir à

(27) Sur l'envoi d'argent par les émigrés pour le paiement de l'impôt, l'achat de vivres et d'autres biens, cf. notamment A.N.S., 2G23-50, 2G28-57, 2G35-81 et 2G44-95.

(28) Cf. par exemple un rapport de 1945 : A.N.S., 2G45-80.

(29) A.N.S., 2G44-95 ; SEGUY, M.A.S., 1954 ; Recensement général de la population, république du Sénégal, 1982. Il faut tenir compte cependant pour cette période de l'amélioration des recensements et, à partir des années 1970, du rôle de l'aide alimentaire qui a pu « gonfler » les chiffres.

d'anciennes stratégies, comme la cueillette ou les migrations de famine (30).

La question de la « survie » se pose donc en des termes nouveaux pour cette société, caractérisée par le maintien au pays d'une communauté villageoise et d'une identité culturelle, tandis que l'essentiel de la vie économique se joue ailleurs (31). La création de périmètres irrigués depuis le milieu des années 1970 et l'élaboration de différents projets de développement n'ont pas remis en cause les courants migratoires. Plus récemment, les nouvelles lois foncières liées à l'aménagement de la vallée du Sénégal incitent les villageois à maintenir une certaine activité agricole pour préserver leurs anciens droits sur les terres. Toutefois, avec le désengagement de l'État de l'agriculture irriguée, fortement subventionnée jusqu'à ces dernières années, les revenus migratoires sont amenés à couvrir une partie des coûts de production. C'est conjointement que les émigrés et leurs communautés d'origine élaborent des réponses à ces nouvelles contraintes.

CONCLUSION

Que peut-on retenir de cette histoire des famines en pays soninké qui serait également significatif pour d'autres régions d'Afrique? La période de la conquête fut marquée par une crise démographique, due à la conjonction d'affrontements militaires, de fuites du pouvoir colonial, de crises alimentaires et épidémiques. On a constaté ailleurs cette même violence du « choc colonial », en Afrique de l'Est en particulier (CHRETIEN, 1987; THIBON, 1987). Au début du *xx^e* siècle, la région de Bakel a connu une légère reprise malgré des crises alimentaires particulièrement aiguës, dont certaines provoquèrent un reflux démographique. Les mêmes phénomènes ont été mis en évidence pour l'ensemble du Sénégal (BECKER *et al.*, 1987) et pour la boucle du Niger (ALPHA GADO, 1988 : 353). Dans les années 1930-1940, la croissance démographique resta faible mais les grandes mortalités liées aux famines et aux épidémies disparurent. Ce recul de la mortalité en pays soninké constitua, comme dans l'ensemble du Sénégal, la première étape vers un changement de régime démographique, qui se concrétisa dans les années 1950.

- (30) Sur la paupérisation et la dépendance par rapport au travail salarié, cf. l'étude de M. VAUGHAN sur le Malawi (1987 : 102-118). Dans le contexte particulier de cette colonie de peuplement, ces problèmes se sont posés dès les années 1940.
- (31) Ces liens villages/migration ne se réduisent pas cependant au clivage espace de production/espace de reproduction, cf. QUIMINAL, 1986.

On retrouve ces grandes tendances dans d'autres pays ou régions d'Afrique, malgré des décalages de quelques années ou quelques décennies. Les problèmes alimentaires n'en ont pas disparu pour autant, même si leurs effets sont devenus moins catastrophiques en termes de vies humaines. Sans parler des famines qui sévissent encore dans les pays en guerre, ces problèmes se posent davantage aujourd'hui en termes de malnutrition, de pauvreté ou de dépendance par rapport à l'économie de marché. En pays soninké, l'évolution des crises et des systèmes de régulation a fait apparaître de nouveaux risques et de nouvelles contraintes. Si l'ancienneté et l'importance des migrations en font un cas extrême en milieu sahélien, il est néanmoins représentatif de l'évolution récente du monde rural, dont le maintien dépend de plus en plus de ses liens avec l'économie urbaine.

BIBLIOGRAPHIE

- ALPHA GADO (B.), 1988. — *Crises alimentaires et stratégies de subsistances en Afrique Sahélienne (Burkina-Faso, Mali, Niger)*. Thèse de Doctorat (nouveau régime), Université de Paris VII.
- AYMARD (M.), 1986. — Crise, in Burguiere A. (éd.). *Dictionnaire des sciences historiques*, Paris, PUF : 165-170.
- BATHILY (A.), 1985. — *Guerriers, tributaires et marchands. Le Gajaaga (ou Galam), le « pays de l'or ». Le développement et la régression d'une formation économique et sociale sénégalaise (c. VIII^e-XIX^e siècles)*. Thèse de Doctorat d'État, Université de Dakar.
- BATHILY (A.), 1989. — *Les portes de l'or. Le royaume de Galam (Sénégal) de l'ère musulmane au temps des négriers (VIII^e-XVIII^e s.)*. Paris, L'Harmattan.
- BECKER (Ch.), 1985. — Notes sur les conditions écologiques en Sénégal aux XVII^e et XVIII^e siècles. *African Economic History*, 14 : 167-216.
- BECKER (Ch.), DIOUF (M.) et MBODJ (M.), 1987. — L'évolution démographique du Sénégal et du bassin arachidier (Sine-Saloum). In Cordell D. D. et Gregory J. W.. *African Population and Capitalism. Historical Perspectives*. Boulder, CO, Westview Press.
- CHASTANET (M.), 1983. — Les crises de subsistances dans les villages soninke du cercle de Bakel de 1858 à 1945. Problèmes méthodologiques et perspectives de recherches. *Cahiers d'Études Africaines*, 89-90 : 5-36.
- CHASTANET (M.), 1984. — Cultures et outils agricoles en pays soninké (Gajaaga et Gidimaxa). *Cah. ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, n° 3-4 : 453-459.
- CHASTANET (M.), 1987. — De la traite à la conquête coloniale dans le haut-Sénégal : l'État soninké du Gajaaga de 1818 à 1858. *Cahiers du CRA*, 5 : 87-108.
- CHASTANET (M.), 1991. — La cueillette de plantes alimentaires en pays soninké, Sénégal, depuis la fin du XIX^e s. : histoire et devenir d'un savoir-faire. In G. Dupré (éd.), *Savoirs paysans et développement*, Paris, Karthala-ORSTOM : 253-287.

- CHASTANET (M.), 1992. — Survival strategies of a Sahelian society : the case of the Soninke in Senegal from the middle of the XIXth C. to nowadays. À paraître in *Food and Foodways*, vol. 1.
- CHRETIEN (J.-P.), 1987. — Démographie et écologie en Afrique orientale à la fin du XIX^e siècle : une crise exceptionnelle? *Cahiers d'Études Africaines*, 105-106, 1-2 : 43-59.
- CURTIN (Ph.-D.), 1975. — *Economic Change in Precolonial Africa. Senegambia in the Era of the Slave Trade*. Madison, The University of Wisconsin Press.
- DIAS (J.R.), 1981. — Famine and Disease in the History of Angola, c. 1830-1930. *Journal of African History*, 22 : 349-378.
- DUPAQUIER (J.), 1984. — *Pour la démographie historique*. Paris, PUF.
- ILIFFE (J.), 1990. — *Famine in Zimbabwe, 1890-1960*. Harare, Mambo Press.
- LARDINOIS (R.), 1987. — Population, Famines et Marché dans l'historiographie indienne (Note critique). *Annales ESC*, 3 : 577-593.
- LOVEJOY (P.) et BAIER (S.), 1975. — The desert-side economy of the Central Sudan. *The International Journal of African Historical Studies*, 8, 4 : 551-581.
- MANCHUELLE (E.F.), 1987. — *Background to Black African emigration to France : the labor migrations of the Soninke, 1848-1987*, Ph.D. Thesis, University of California, Santa Barbara.
- PERRENOUD (A.), 1985. — Le biologique et l'humain dans le déclin séculaire de la mortalité, *Annales ESC*, 1 : 113-135.
- POST (J.D.), 1977. — *The last subsistence crisis in the Western World*, Baltimore & London, The Johns Hopkins University Press.
- POST (J.D.), 1987. — Food shortage, nutrition and epidemic disease in the subsistence crises of preindustrial Europe. *Food and Foodways*, 1 : 389-423.
- QUIMINAL (C.), 1986. — Du foyer au village : enquête sur les nouvelles initiatives immigrées de transformations villageoises. Communication au Colloque « Terrains et Perspectives », Paris, CNRS-ORSTOM.
- SEN (A.), 1981. — *Poverty and Famines. An Essay on Entitlement and Deprivation*. Oxford University Press.
- THIBON (C.), 1987. — Un siècle de croissance démographique au Burundi (1850-1950). *Cahiers d'Études Africaines*, 105-106, 1-2 : 61-81.
- VAUGHAN (M.), 1987. — *The story of an African famine. Gender and famine in twentieth C. Malawi*. Cambridge University Press.
- WEIGEL (J.Y.), 1982. — *Migration et production domestique des Soninké du Sénégal*. Paris, *Trav. et doc. ORSTOM*, n° 146.